Le 15-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Un programme pour démondialiser

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 14 août 2020

Pour restaurer la démocratie il est indispensable de couper le courant à la mondialisation. Il faut pour démondialiser disposer d'un programme réaliste.

Le Parti de la démondialisation l'a conçu. Il propose à ses concitoyens un démantèlement radical de toutes les institutions néolibérales qui ont supprimé les processus démocratiques à la racine. Puisque les classes dominantes ont été assez subtiles pour laisser subsister les processus électoraux et les institutions de l'État de droit, il faut s'en emparer pour restaurer les conditions institutionnelles qui seules permettent la démocratie.

Il faut le faire tant qu'il est encore temps et que nous avons encore le souvenir de l'époque où nous

étions collectivement souverains, afin de déclencher un sursaut commun, un vaste mouvement politique de restauration de la démocratie. Puisqu'il s'agit de partir à la reconquête de l'État, il faut disposer d'un programme précis et concret, opérationnel, qui prévoit les innombrables obstacles à lever qui se dresseraient immanquablement devant une telle opération. Cela est d'ailleurs tout à fait réalisable pour qui veut bien s'y pencher sérieusement.

Ce programme est indispensable pour trois raisons majeures.

La première est qu'une telle rupture avec l'état actuel de l'ordre juridique, politique et institutionnel, exige un soutien massif et clair de la nation. Pour cela il faut un débat explicite et détaillé en amont de la conquête du pouvoir, afin de bénéficier de toute la légitimité électorale qui sera nécessaire pour réaliser les changements constitutionnels et internationaux majeurs que cela suppose.

Un référendum sera bien sûr proposé immédiatement après une éventuelle victoire électorale, pour notamment supprimer de notre constitution le titre XV qui inclut en son sein le traité de Lisbonne, pourtant refusé dans sa forme précédente, celle du TCE, par la nation souveraine lors du référendum décisionnel de 2005.

Mais un référendum ne remplace pas l'accord majoritaire de la nation exprimé lors des élections nationales soutenant un programme politique proposant une procédure précise de sortie des institutions européennes.

Les deux permettent au parti politique chargé de réaliser cette rupture vitale de s'appuyer sur une très claire et indispensable légitimité démocratique. Les deux garantissent aux électeurs qu'ils n'entrent pas dans un processus « à la Tsipras » ou « à la gauche de gauche » du type : votez pour moi et après je négocierai, donc sans rien préciser de concret et sans s'engager politiquement autrement que sur des idées floues et contradictoires. Comme par exemple promettre à la fois de tout faire pour rester dans l'Union européenne, et en même temps d'obtenir « l'arrêt de l'austérité ».

Les classes populaires ne font pas ou plus confiance à ces illusionnistes professionnels. Ils ont compris que ceux qui n'exigent pas, dès maintenant, la sortie des institutions néolibérales, ne le feront jamais une fois arrivés au pouvoir.

La deuxième raison est une raison pragmatique mais essentielle. Seule l'élaboration d'un programme qui liste précisément la longue série de toutes les actions simultanées et successives qu'implique une sortie de l'ordre institutionnel européen permet d'assurer et de vérifier la cohérence et l'efficacité d'une telle entreprise politique. Comme sa réussite suppose la coordination et la rapidité des premières mesures décisives (comme l'annulation de la dette, la suppression de la liberté de circulation des capitaux, la fabrication de la monnaie nationale, la dénonciation des traités, la nationalisation du secteur bancaire, etc.), elles ne sauraient être improvisées ou présentées à la population et aux pays voisins au dernier moment. C'est-à-dire sans bénéficier pour cela de la légitimité provenant de l'onction électorale lorsque les débats électoraux, et donc la victoire électorale, ont porté directement sur cet enjeu. Et ici les procédures référendaires sont beaucoup trop longues pour ne pas subir les attaques monétaires et financières immédiates, prévisibles en de telles situations. À côté de l'arrivée au pouvoir d'un parti possédant le mandat populaire pour sortir de l'Union européenne, 1981 sera reléguée à une partie de pique-nique. Il s'agit donc de ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Il existe une troisième raison pour disposer d'un vaste programme de gouvernement détaillé pour le Pardem. Puisqu'il s'agit de prendre la tête de l'État pour restaurer les principes de l'État de droit et démondialiser, il serait tout à fait stupide de simplement retourner à l'époque précédente, l'État social des décennies d'après-guerre. Certes cela serait déjà un progrès gigantesque par rapport à la tragique situation actuelle. Mais ce serait perdre une occasion historique de démocratiser l'État et affaiblir très significativement le capitalisme. Il ne s'agit pas naturellement de tenter une Union soviétique bis. Le contre-modèle historique qu'incarne cette tentative de bâtir un capitalisme d'État, autoritairement centralisé, sans inclure la nécessité de le

démocratiser, est l'antithèse de notre projet.

Il s'agit encore moins de bâtir une Corée du Nord, isolée du reste du monde. **La démondialisation ne signifie absolument pas l'autarcie, projet qui serait aussi fou que ridicule**. La coopération avec tous les pays qui résistent au néolibéralisme, comme par exemple une partie de l'Amérique du Sud, est bien entendu un objectif qui tombe sous le sens. Mais les échanges commerciaux et de tout ordre sont aussi à prévoir avec tous les pays voisins et autres.

La France fait partie des dix premières puissances économiques, et tous les principaux pays occidentaux, tout aussi hostiles soient-ils à un tel projet, seront bien obligés de commercer avec nous. Et nous aussi.

Toutefois nous serons de nouveau capables d'imposer nos conditions pour les importations, comme tous les pays souverains et les puissances commerçantes qui ne se sont pas lié les mains dans le piège du « libre-échange ». En outre, il est plus que probable que si un tel projet aboutit, il impulsera une dynamique similaire dans les pays enferrés dans le piège antidémocratique de « l'Union » européenne. Nous aurions donc à terme des partenaires réels, avec qui nous pourrions non seulement commercer, mais encore coopérer économiquement, ce qui est impossible depuis des décennies dans le cadre de « l'Union » européenne.

Ceux, à gauche, qui condamnent les projets de sortie de l'Union européenne parce qu'ils seraient des projets de « repli sur soi » marchent sur la tête. C'est l'UE et ses mécanismes automatiques de concurrence dérégulée comme unique moyen d'échange économique entre pays européens qui provoquent les réactions de repli sur soi nationalistes, comme celles sur lesquelles surfe le RN, et qu'il entretient soigneusement. Ceux qui veulent à tout prix conserver les institutions européennes, et ce au mépris de la démocratie, piétinent de surcroît l'internationalisme réel, celui qui laisse la possibilité aux pays souverains de coopérer pacifiquement, et aux nations qui ont mis à la tête de leurs États des formations politiques progressistes, le moyen de renforcer leur émancipation par une collaboration étroite entre elles, comme tentent de le faire les nations sud-américaines les plus avancées.

Ceux qui, comme le Pardem, à l'opposé du RN, ne confondent ni le nationalisme avec le concept politique de nation, ni la souveraineté avec l'égoïsme national, et qui proposent de restaurer les processus démocratiques et le démantèlement du néolibéralisme, sont les seuls à proposer une solution réaliste pour permettre à nouveau la coopération internationale.

Nous disposons de ce programme détaillé.

Pour accéder au programme du Pardem, cliquez ci-dessous :

Sommaire du programme du Pardm

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire